

## DIRECTION GENERALE DU GROUPEMENT

43 Rue de Charenton 75012 Paris - France

Téléphone : 01 75 43 12 80

siege@cithea.org – www.cithea.org

### Présidente du Groupement

Madame Virginie FAUBERT

### Directeur Général du Groupement

Monsieur Bruno ZILBERG

## COMMUNIQUÉ DU GROUPEMENT ASSOCIATIF CITHÉA

### APRÈS LYHANNA : LE TEMPS DE L'ACTION DOIT SUCCÉDER AU TEMPS DES MOTS

*Par Virginie FAUBERT, présidente du Groupement Associatif CITHÉA et Bruno ZILBERG, Directeur du Groupement Associatif CITHÉA*

Il est des drames qui suspendent le cours ordinaire de nos histoires. La mort d'un enfant est de ceux-là. Parce qu'elle défie notre raison. Parce qu'elle met en échec nos certitudes. Parce qu'elle sème le doute impardonnable. Parce qu'elle oblige une société entière à se regarder, face à ses propres responsabilités.

Lorsque la jeune Lyhanna a disparu puis a été retrouvée morte, la France s'est arrêtée. Une famille a été plongée dans l'inconcevable. Une ville a été frappée de stupeur. Une nation entière a ressenti cette douleur particulière qui surgit lorsqu'un enfant devient victime de ce que les adultes avaient précisément pour mission d'empêcher.

Face à cela, CITHÉA a choisi le silence.

Non par indifférence.

Non par prudence.

Mais par respect.

Parce qu'avant les commentaires, il y avait le deuil. Parce qu'avant les certitudes, il y avait la vérité à établir. Parce qu'avant les prises de parole, il y avait un enfant dont le nom ne devait pas devenir un obus de canon.

Nous avons regardé. Nous avons écouté. Et nous avons vu se déployer ce que notre époque produit désormais presque mécaniquement après chaque tragédie. L'émotion, puis les déclarations, puis les promesses. Puis les affrontements politiques, puis les annonces. Puis les commentaires sur les annonces, puis les commentaires sur les commentaires.

Comme si le déversement de parole pouvait réparer ce que l'action n'avait pas su prévenir.  
Comme si la multiplication des discours pouvait tenir lieu de politique publique.  
Comme si la gravité d'un drame se mesurait à l'intensité de l'agitation obsène qui lui succède.

Pourtant, la question existentielle et essentielle demeure. Que découvrons-nous aujourd'hui que nous ne savions déjà hier ? Depuis combien d'années les associations alertent-elles ? Depuis combien d'années les magistrats, les éducateurs, les psychologues, les travailleurs sociaux, les policiers, les gendarmes, les chercheurs, les médecins et les professionnels de terrain décrivent-ils les mêmes difficultés ? Depuis combien d'années les rapports s'accumulent-ils comme des cadavres dans nos placards ? Depuis combien d'années les recommandations sont-elles formulées ?

Nous savions et nous savons, depuis longtemps.

Nous savons que les violences sexuelles faites aux enfants exigent des réponses rapides.  
Nous savons que la coordination entre institutions demeure imparfaite.  
Nous savons que les délais de traitement peuvent être incompatibles avec l'urgence de certaines situations.  
Nous savons que les professionnels sont confrontés à une complexité croissante.  
Nous savons que la protection de l'enfance traverse une crise profonde.  
Nous savons qu'une prise en charge globale, de l'ensemble de la famille, est indispensable.  
Et pourtant, à chaque drame, nous faisons semblant de le découvrir. Comme si la mémoire publique s'effaçait au rythme de l'actualité. Comme si chaque tragédie recommençait l'histoire à zéro.  
Comme si les enfants de France avaient le devoir d'attendre que les adultes se souviennent enfin de leurs responsabilités. Comme si notre mémoire collective n'était pas elle-même une responsabilité.  
Comme si la République pouvait oublier ce qu'elle sait déjà sans manquer à sa propre parole.  
CITHéA refuse cette amnésie. Car ce dont la protection de l'enfance manque aujourd'hui ce ne sont pas de nouvelles lois.

Elle manque d'abord de continuité.  
Elle manque de constance.  
Elle manque de courage administratif.  
Elle manque de décisions appliquées jusqu'à leur terme.  
Elle manque de décrets publiés.  
Elle manque d'arrêtés pris.  
Elle manque d'évaluations suivies d'effets.  
Elle manque de financements véritables et durables.  
Elle manque d'engagements qui survivent aux cycles médiatiques *et politiques*.

La République ne souffre pas d'un déficit de paroles. La protection de l'enfance n'a pas besoin d'être redécouverte après chaque drame. Elle a besoin d'être *gouvernée de façon perenne*.

À CITHéA, nous parlons depuis les lieux où les conséquences des violences se déposent et se pensent. Nous parlons depuis les espaces où des enfants tentent de reconstruire une confiance détruite *du* monde des adultes. Nous parlons depuis les consultations où les traumatismes prennent visage et prennent sens. Nous parlons depuis les dispositifs où des professionnels accompagnent, jour après jour, des enfants victimes, puis parfois auteurs de violences sexuelles, d'inceste, de maltraitements et de négligences graves. Nous parlons depuis le réel.  
Et le réel nous enseigne une chose simple. Chaque jour perdu dans une procédure est un jour de plus vécu par un enfant en danger. Chaque retard administratif est une durée vécue par une victime. Chaque décision reportée devient une souffrance prolongée, une souffrance dénigrée. Chaque renoncement finit toujours par être payé par ceux qui disposent du moins de pouvoir pour se défendre.

Les enfants n'attendent pas.  
Leur développement n'attend pas.  
Leur avenir n'attend pas.  
Leurs traumatismes n'attendent plus.  
Alors pourquoi l'action publique devrait-elle attendre ?

Victor Hugo écrivait que la civilisation se mesure à la protection qu'elle accorde aux plus faibles. Cette phrase n'est définitivement plus une citation du passé. Elle est une question adressée au présent. Que vaut une société qui sait mais tarde à agir ? Que vaut une République qui vote mais n'applique pas ? Que vaut une indignation nationale si elle ne devient pas une volonté durable ?

L'affaire Lyhanna ne doit pas être un moment politique. Elle doit être un moment de vérité. Une vérité qui oblige chacun, l'État, les collectivités, les institutions, les associations, les professionnels et les citoyens. Car protéger un enfant n'est pas une politique parmi d'autres. C'est le fondement même d'une  *cité*  et du pacte républicain, social et sociétal qui nous unit. Une nation commence toujours par la protection de ceux qui ne peuvent se protéger eux-mêmes. Et lorsqu'elle échoue, son devoir n'est pas de parler davantage. Son devoir est d'agir davantage.

Pour Lyhanna, pour tous les enfants que nous n'avons pas le droit d'oublier. Pour que le prochain drame ne soit pas suivi des mêmes discours, des mêmes promesses et des mêmes regrets.

La mémoire des enfants exige mieux.  
Elle exige une République qui fasse,  
Enfin !